

Fascisme, fascisation et démocratie libérale

Quelques propositions de réflexion

Septembre 2023

enbasagauche@riseup.net



Introduction

Issu de la Coordination contre les idées d'extrême-droite 09, l'atelier *En bas à gauche* a débuté ses travaux en avril 2023. Cet atelier ne s'est pas fixé d'objectifs très précis mais plutôt des façons de travailler ensemble à améliorer notre compréhension des phénomènes du fascisme, de la fascisation, mais aussi du fonctionnement du capitalisme.

Nous sommes généralement une dizaine et nous nous retrouvons chaque mois, le plus souvent pour une journée entière de discussion. Ce que nous voulons, c'est élaborer une réflexion collective. Pour cela, nous voulons privilégier un fonctionnement horizontal, une discussion sans contrainte, et nous tâchons d'éviter les logiques « verticales » du type « sachant-apprenant ». Nous désirons affiner notre compréhension du substrat théorique du fascisme et de l'antifascisme, en approfondissant tout particulièrement les liens entre fascisme, antifascisme, et capitalisme. Nous avons étudié un certain nombre de textes (détaillés ci-après), qui ont toujours été le support à des discussions libres et fertiles : nous voulons éviter tout dogmatisme et ne prenons nulle théorie pour parole d'évangile. Lorsque nous ne discutons pas autour de textes théoriques, nous avons

étudié l'histoire des régimes fascistes allemand et italien, et une autre séance a été consacrée à une discussion au sujet de Mayotte, de l'opération Wuambushu et plus généralement des logiques coloniales.

Nous allons ici faire usage de certaines catégories avec lesquelles nous ne sommes pas toujours tous et toutes d'accord ; en particulier, l'expression « la gauche » est ici employée à peu près au sens de « la social-démocratie » : une « famille » politique qui s'inscrit intégralement dans le cadre du capitalisme, qui n'en remet pas en cause les fondements même, et qui tout au plus aspire à gérer « différemment » les rapports capitalistes, à distribuer un peu « différemment » la plus-value produite, etc. Cette « gauche » se caractérise par ailleurs par une foi en la démocratie libérale, vue à la fois comme une réalité, comme devant mécaniquement entraîner le progrès social, et comme la garantie contre toute « dérive » antidémocratique. Cette « gauche » ne met pas en cause les structures du capital, les rapports de domination et d'exploitation. Contrairement à l'extrême-droite, jamais revendiquée, la gauche est une « couleur » politique qui s'affiche fièrement (ex. : Parti socialiste, Parti communiste, Verts...).

Quoi qu'il en soit, nous avons élaboré cette première synthèse de nos travaux : il ne s'agit en aucun cas d'un dogme établi une fois pour toutes ; pas davantage d'une théorie achevée à laquelle il faudrait souscrire entièrement. Au contraire, ce texte synthétise nos réflexions collectives au moment où nous l'élaborons : il ne peut donc avoir qu'un caractère provisoire. Il n'a pas plus vocation à être admis qu'à être rejeté : notre intention est qu'il serve de proposition de base à des discussions, des critiques, et généralement à une amélioration de notre compréhension de ce monde. C'est pourquoi nous avons décidé de le diffuser au-delà de la seule Coordination contre les idées d'extrême-droite 09, dans l'espoir qu'il puisse alimenter de fertiles réflexions et renforcer les combats ici et là.

Textes étudiés et thématiques abordées

a) Première séance

La présentation historique sur les racines et le contenu idéologiques du fascisme, et sur les modalités d'accession au pouvoir des fascistes (Mussolini/Hitler), nous a permis de mettre en lumière des points importants : il y a une compatibilité et même une continuité entre démocratie parlementaire et fascisme ; la répression du mouvement ouvrier et le soutien des capitalistes à l'option fasciste sont des éléments cruciaux ; le fascisme « pur » est précédé d'une « fascisation » et d'une militarisation de la vie politique.

Le texte de Gilles Dauvé¹ aborde la question du négationnisme qui, à partir de la négation de la spécificité de la barbarie du fascisme, s'apparente à une forme de « complotisme ». Ce texte nous a également permis d'aborder et de voir l'importance des liens entre démocratie et fascisme. La continuité entre l'une et l'autre est favorisée historiquement par toutes les tendances politiques, y compris par la « gauche » républicaine, qui demeure incapable d'une analyse profonde de la démocratie comme outil du pouvoir de la bourgeoisie.

Ce thème est approfondi par le texte de Daniel Guérin² : la social-démocratie des années 1920-1930 s'avère incapable de lutter contre le fascisme, d'abord en sous-estimant le phénomène, au nom d'un optimisme et d'une foi aveugle en la démocratie, mais aussi en n'étant pas capable de l'analyser en profondeur. Pour la social-démocratie, le fascisme demeure une anomalie historique, car elle ne veut pas mettre en cause les structures socio-économiques elles-mêmes, et elle ne voit donc pas comment le fascisme est un produit direct du capitalisme. Enfin, la social-démocratie croit pouvoir lutter contre le fascisme sur le terrain de ce dernier, en le mimant et en le plagiant, se condamnant à l'échec et faisant en partie le lit du fascisme.

1. Gilles Dauvé, « Bilan et contre-bilan », *Libertaires et « ultra-gauche » contre le négationnisme*, éditions Reflex, 1996, pp. 81-94. Dauvé est apparenté à la mouvance « communisatrice », qu'on peut résumer comme un marxisme révisé, refusant toute organisation de classe, postulant le communisme comme « mouvement réel » d'auto-abolition du prolétariat, et rejetant tout programme et toute période de transition entre capitalisme et communisme.

2. Daniel Guérin, « Quand le fascisme nous devançait », *Fascisme et grand capital*, Libertalia, 2014 (1936), pp. 9-36. Ce texte est la préface de 1954 à son livre de 1936. Guérin, issu de la gauche de la SFIO, un temps proche du trotskisme, s'oriente après 1945 vers l'anarchisme. *Fascisme et grand capital* s'attache à décrire et à analyser le fascisme à partir de l'observation directe ; l'auteur conclut que « l'antifascisme est illusoire et fragile qui se borne à la défensive et ne vise pas à abattre le capitalisme lui-même. »

b) Deuxième séance

Nous étudions un texte intitulé *Auschwitz ou le grand alibi*³ ; il s'agit d'un texte célèbre et polémique, que les négationnistes ont utilisé à l'appui de leurs théories, mais en l'interprétant tout à fait abusivement. Ce texte nous semble tout de même marqué par un important réductionnisme économiste, au détriment d'une analyse des idéologies. Il a cependant l'intérêt de critiquer la perception du fascisme comme un accident historique : cette présentation est, selon le texte, un piège tendu par la bourgeoisie, consistant à établir une distinction absolue entre démocratie bourgeoise et fascisme ; cet « alibi » conduit souvent l'antifascisme à une défense de la démocratie. En agitant l'horreur du régime fasciste pour mieux faire accepter celle de la démocratie bourgeoise, on s'empêche de voir que fascisme et démocratie sont des « masques interchangeables » de la domination bourgeoise. Le texte insiste aussi sur les liens profonds entre capitalisme, État et guerre.

Le tract *Fascisme de la misère, misère de l'antifascisme*⁴, paru dans la revue *Oiseau-tempête* en 2002, dénonce l'opération de « front républicain » mise en œuvre lors de la première accession du Front national au second tour de l'élection présidentielle. En désignant un tel « front », des groupes sont évincés du champ politique légitime : le Front national, mais aussi des groupes de gauche qui refusent cette logique de « front uni ». Or, « droite » comme « gauche » appliquaient déjà des éléments du programme de l'extrême-droite : au « bruit et l'odeur » de Chirac correspond le « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde » de Rocard (au fond, la « gauche » n'est que plus hypocrite). Notre discussion nous permet également de constater que la définition de l'« extrême-droite » est toujours l'œuvre du pouvoir, et qu'il nous faut donc interroger cette catégorie.

Notre discussion autour de l'opération Wuambushu et de l'histoire de la colonisation française aux Comores nous permet d'aborder certaines questions : les colonies sont très souvent des « cobayes » de la gestion politique autoritaire ; l'État y encourage le développement de groupes violents apparentés à des milices pseudo-fascistes ; il s'y fabrique ex nihilo des catégories identitaires antagonistes (Mahorais/Comoriens) ; la segmentation de la force de travail en catégories multiples (immigrés clandestins, immigrés légaux, Français) favorise en dernière analyse la bourgeoisie, chaque catégorie exerçant des pressions sur les conditions de travail des autres. Nous pensons que le colonialisme est une matrice évidente de l'extrême-droite, et ce tout particulièrement en France.

c) Troisième séance

Nous discutons d'un texte de Saïd Bouamama, intitulé *Comprendre et combattre le fascisme et la fascisation*⁵. Il estime qu'il y a une continuité entre l'activité des groupes fascistes, la fascisation de l'État, et l'accession éventuelle au pouvoir du fascisme « pur ». Le fascisme est une modalité de gestion du rapport de classe, favorisée par les crises socio-économiques. Ce texte permet de démontrer certaines conceptions idéalistes du fascisme, dont certaines sont des lieux communs répétés sans cesse : le fascisme serait un « accident de l'histoire » ; il serait spécifique à certaines nations ; il se définirait avant tout par le seul racisme ; il serait porteur d'une forme d'anticapitalisme. Ces conceptions idéalistes sont des falsifications : l'extrême-droite vise toujours à la défense de l'ordre social et des intérêts des capitalistes. Pour Bouamama, la fascisation (processus progressif et larvé de transformation de la démocratie parlementaire en direction du fascisme) est à combattre au même titre que les groupes ouvertement fascistes.

(Les séances suivantes ont surtout été consacrées à l'élaboration de la présente synthèse).

3. Ce texte de 1960, non signé, est attribué à Martin Axelrad, militant proche du communiste italien Amadeo Bordiga. Le bordiguisme peut se résumer par son déterminisme économiste (la forme socio-économique explique tous les phénomènes sociaux), son attachement à l'« invariance » de la théorie marxiste, jugée valable une fois pour toutes, et de manière générale s'apparente à un « léninisme de gauche ».

4. *L'Oiseau-tempête*, n°9, été 2002. La revue, née après le mouvement social de 1995, a paru jusqu'en 2006. C'était une revue de critique sociale de tendance libertaire ; ils résumaient leur position ainsi : « l'effort de compréhension de ce monde n'a de sens que s'il a pour but d'en précipiter la fin. »

5. Ce texte est issu d'une conférence de 2009. Saïd Bouamama est un militant antiraciste ; il a participé dans les années 2000 au mouvement des Indigènes de la République, avant de s'en éloigner et de fonder en 2012 le Front uni de l'immigration et des quartiers populaires (FUIQP).

Synthèse générale

1. Fascisme et capitalisme

Le fascisme désigne un **mode de gestion spécifique des rapports sociaux capitalistes**. Stricto sensu, il fait référence à des formes historiques précises : l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie, etc. Plus largement il y a également une idéologie fasciste, à laquelle se réfère plus ou moins ouvertement ce qu'on appelle l'extrême-droite. Nous avons lors de notre première séance étudié les régimes fascistes italien et allemand, en mettant en lumière leurs idéologies mais aussi leur opportunisme, la façon dont ces mouvements ont accédé au pouvoir, en respectant à peu près les formes de la démocratie « libérale ». Il en émerge un point fondamental : **le fascisme ne peut pas être considéré comme un « accident de l'histoire »** ; c'est plutôt une modalité particulière et historiquement produite de gestion des rapports sociaux capitalistes, procédant d'un choix des classes dominantes dans des circonstances données. Il en résulte que ce choix d'une gestion capitaliste autoritaire n'a aucune raison d'être exceptionnel ; mais aussi que le fascisme « chimiquement pur » tel qu'il s'est déployé au 20^{ème} siècle n'a guère de chance de se produire à nouveau selon les mêmes modalités.

En étudiant le texte de Saïd Bouamama, nous avons analysé les conceptions idéalistes du fascisme en tant qu'« accident de l'histoire », c'est-à-dire les conceptions dominantes qui sont peu ou prou celles que l'on enseigne à l'école. Les arguments mobilisés sont variés : le fascisme ne se définirait que par une idéologie raciste ; le fascisme serait la conséquence de spécificités nationales (allemande ou italienne) ; ou encore, le fascisme se définirait par un (pseudo-) anticapitalisme. Cet « anticapitalisme » fasciste est une falsification grossière : l'idéologie fasciste, au contraire, procède à la naturalisation et l'essentialisation des inégalités, et constitue une défense de l'ordre social capitaliste. Les nazis au pouvoir, par exemple, n'ont nullement entravé le développement capitaliste, bien au contraire. La compatibilité entre capitalisme et autoritarisme réactionnaire en est confirmée.

Les analyses divergent sur un point : le fascisme est-il un mouvement de pure contre-révolution, ou émerge-t-il après l'écrasement des mouvements révolutionnaires (selon la définition d'Angelo Tasca : « contre-révolution posthume et préventive » ; c'est en gros ce que dit également Daniel Guérin) ? Nous ne sommes pas en mesure de trancher ce point ; quoi qu'il en soit, nous estimons que **le fascisme et la fascisation sont au minimum le symptôme d'une tension croissante dans les rapports de classes antagonistes**.

Le fascisme apparaît comme une réponse à un contexte de crises politico-économiques. Selon Antonio Gramsci, c'est lorsque l'« hégémonie culturelle » de la bourgeoisie n'est plus suffisante que les classes dominantes font le choix de la force brute. En d'autres termes, les crises sociales et économiques, par la paupérisation, la précarisation et l'aggravation des tensions sociales, diminuent l'adhésion des gens à l'idéologie dominante ; dès lors, pour organiser la perpétuation des rapports sociaux capitalistes, la solution autoritaire est envisagée et éventuellement mise en œuvre. Or, les crises sont inhérentes au capitalisme ; elles en sont la dynamique même. Ces crises génèrent des dynamiques de lutte, qu'il s'agit pour les dominants de briser et de mater. **La fascisation se présente ainsi comme une réponse à ces crises et aux tensions qu'elles suscitent** (Bouamama). En simplifiant, le capitalisme produit des crises ; ces crises produisent la fascisation ; lutter contre le fascisme ou la fascisation implique dès lors de lutter contre le capitalisme lui-même puisqu'il en est la matrice.

Les dynamiques de lutte produites dans le cours des crises du capitalisme peuvent, selon les époques et le niveau d'organisation des gens, être portées ou non par des organisations : ainsi, dans les années 1930, c'étaient les organisations de gauche qui semblaient pouvoir s'opposer à la fascisation ; au demeurant, elles ont échoué dans cette tâche, comme le montre bien le texte de Daniel Guérin. Aujourd'hui, nous semble-t-il, les organisations (syndicats ou partis) ne sont pas porteuses de contre-projets ou d'horizons révolutionnaires, tout au plus parfois d'un horizon de lutte. Cependant il existe en dehors de ces organisations des mouvements qui sont l'expression de l'exacerbation des tensions sociales. Ces mouvements, en tant qu'ils sont une menace pour la perpétuation de la domination bourgeoise, incitent les classes dominantes à faire usage de la force. On peut prendre comme exemples récents le mouvement *Black Lives Matter* aux États-Unis, qui a immédiatement engendré une profusion de milices d'extrême-droite pratiquant une répression para-policière très violente (*Proud Boys*, *Oath Keepers*, etc.) ; dans une logique comparable, on a vu dans certaines villes pendant les récentes émeutes en France des groupes fascisants se livrer à la répression aux côtés des forces répressives « habituelles ». Le fascisme et la fascisation se présentent donc dans un premier temps comme une réponse répressive aux menaces sur la perpétuation de l'ordre social capitaliste.

Cet ordre social capitaliste se déploie en un large spectre de rapports de domination, d'antagonismes sociaux. Ainsi, le capitalisme s'est toujours appuyé sur les **divisions de genre** en les renforçant. La division binaire des genres (présentée comme un ordre « naturel ») permet de renvoyer les femmes aux tâches reproductives, de les précariser, de démultiplier leur exploitation, et en outre, en soulageant les capitalistes de la charge de la reproduction de la force de travail (notamment de la force de travail masculine), profite en dernière analyse aux capitalistes eux-mêmes. Le capitalisme fait son miel des divisions. Or, le fascisme et plus généralement l'extrême-droite se présentent comme idéologies violemment patriarcales : il s'agit de « réhabiliter », de valider et de ré-universaliser l'ordre patriarcal sous toutes ses formes. Cette vision rétrograde, validant les rôles de genres, l'exploitation à travers le partage des tâches productives et reproductives, mais aussi une lecture du monde selon une division binaire et hiérarchisée, **ne semble donc qu'être une vision exacerbée, brutale et sans fard de la domination patriarcale « classique »**.

Une autre division fondamentale sur laquelle s'appuie la domination capitaliste est la **division en races**. Le capitalisme est littéralement né de l'esclavage et de la colonisation, qui a permis ce qu'on appelle l'accumulation primitive (accumulation initiale d'une masse de capitaux nécessaire pour « démarrer » le processus capitaliste, obtenue essentiellement par le pillage colonial et la dépossession en Europe), puis le développement et l'extension à l'échelle mondiale de cette forme socio-économique. Pour accompagner ce développement et le justifier sont apparues des théories essentialisant les différences entre les « races » et établissant entre elle une hiérarchie prétendue naturelle. Là encore, si le racisme est une composante essentielle des idéologies d'extrême-droite, il est plus profondément inhérent au capitalisme lui-même. D'ailleurs, aujourd'hui, le concept de « races » n'est plus guère employé ouvertement, au profit de concept proches comme « ethnies » ou « civilisations ». Aux frontières de l'Europe, ce sont ainsi des centaines de milliers de personnes qui sont refoulées en vertu de tels critères, et qui bien souvent y trouvent la mort dans l'indifférence. En définitive, le capitalisme s'appuie toujours sur la brutalité, « les larmes et le sang », la barbarie ; le fascisme, là encore, n'en est que la version « jusqu'au-boutiste ».

Mais, si les concepts du fascisme ne sont, somme toute, que la version « hardcore » des fondements essentiels du capitalisme, pourquoi existe-t-il ? Pourquoi apparaît-il ? Pourquoi les classes dominantes font-elles, dans certaines circonstances, le choix de la solution autoritaire ? Il nous semble à ce sujet d'abord important de souligner que **le passage de la démocratie libérale au fascisme « pur »** (via la fascisation) **n'est ni mécanique ni inéluctable**. D'autre part, le fascisme ne se présente pas forcément sous ses oripeaux classiques (chemises brunes et croix gammées) : comme l'écrivait Georges Orwell dans *1984*, « lorsque les fascistes reviendront, ils auront le parapluie bien roulé sous le bras et le chapeau melon ». Cette citation célèbre doit nous inciter à démasquer les idéologies fascistes ou fascisantes sous des apparences qui ne sont pas celles du nazisme ou du fascisme mussolinien (comme, par exemple, sous l'aspect du complotisme), à voir que **ces idéologies sont compatibles avec la démocratie « libérale »** et qu'elles sont en fait des variantes de l'idéologie bourgeoise « classique ».

L'accession finale au pouvoir des fascismes allemand et italien n'a pu se produire qu'au moment où le grand capital (ou une partie importante du grand capital) en a fait le choix (1922 et 1933) : **c'est lorsque les grands patrons se sont réunis et ont décidé consciemment que leur intérêt nécessitait la mise en place d'un régime fasciste que le fascisme comme idéologie s'est mué en fascisme comme mode d'exercice du pouvoir**. On voit là à nouveau comment le fascisme s'établit dans la continuité de la domination capitaliste. D'ailleurs, ce passage au fascisme comme régime s'est en général fait **en respectant les formes de la démocratie « libérale »** ; or, fascisme et démocratie sont toujours présentés comme des antithèses absolues, comme des négations mutuelles (la démocratie prémunirait du fascisme, le fascisme abolirait la démocratie). Il se pose donc la question des rapports entre démocratie et fascisme.

2. Fascisme et démocratie

La démocratie « libérale » n'est donc pas – comme le montre l'histoire – une barrière à l'accession au pouvoir des fascistes. Mais il y a plus : la démocratie « libérale » n'est pas non plus une barrière à la mise en œuvre de mesures fascistes par des groupes politiques non fascistes. Ce phénomène est attesté dans l'histoire mais se déploie également aujourd'hui sous nos yeux (lois xénophobes, autoritarisme, suspension des « libertés » et des règles parlementaires, etc.). Comment expliquer cette **porosité** ou cette **continuité** entre fascisme et

démocratie ?

La démocratie parlementaire est un mode de gestion des rapports capitalistes ; sa fonction, en tant que système politique, est la perpétuation de ces rapports et autant que possible la maximisation des profits capitalistes. Comme elle n'est que cela, elle ne peut en aucun cas être une entrave à cette perpétuation du capitalisme. En revanche, lorsque l'ordre des rapports sociaux est menacé, la démocratie « libérale » peut s'avérer inefficace à leur perpétuation. En tant que **régime politique de la domination bourgeoise** (« dictature de la bourgeoisie » selon les marxistes du début du 20^{ème} siècle), elle est en somme porteuse de son propre dépassement autoritaire, comme on peut l'observer aujourd'hui.

La fascisation, telle que la définissent par exemple Bouamama ou Ugo Palheta, est ainsi le processus de **transformation discrète et progressive de la démocratie parlementaire dans la direction du fascisme** (sans nécessairement se muer en fascisme « pur »). Lorsque, en 1940, le régime de Vichy se met en place (en respectant à peu près la légalité démocratique), il peut s'appuyer sur d'innombrables mesures qui lui ont préparé la voie, et qui ont été prises par les institutions républicaines (police des étrangers et camps d'internements pour « étrangers indésirables », lois antigrevé, fichage et répression des communistes, etc.). On peut en dire autant des autres exemples historiques d'accession au pouvoir des fascistes « purs » : ils ont toujours été précédés d'un processus de fascisation (condition nécessaire mais pas suffisante).

Nous estimons donc que la différence entre fascisme et démocratie n'est **pas une différence de nature, mais une différence de forme**. Il en résulte qu'on ne peut pas « jouer » la démocratie contre le fascisme ; au contraire, il semble que la démocratie parlementaire contienne en son sein l'essentiel de ce qui est au fondement du fascisme : la nécessité de la perpétuation des rapports de domination. À l'appui de cette idée on peut à nouveau mentionner le rôle fondamental (et conscient) du grand capital dans le choix de l'option fasciste, ou également la falsification du pseudo-anticapitalisme de l'extrême-droite, dont on a vu qu'il n'était au contraire que la réaffirmation de la domination et de la hiérarchisation sociales. En somme, contrairement aux idées reçues, il nous semble que **le fascisme comme régime est en partie un produit de la démocratie libérale**.

Dans le texte de Gilles Dauvé, ce point est assez clairement exprimé, et Dauvé y ajoute un élément important : si le fascisme survient dans un contexte démocratique, **il est à la fois favorisé par la droite et par la gauche**. Le soutien de la droite n'est guère étonnant et semble plus ou moins évident ; celui de la « gauche » paraît en revanche contre-intuitif : la « gauche » (entendue comme gauche « républicaine ») est en quelque sorte prisonnière de son respect de la légalité démocratique et pâtit de son incapacité à analyser la démocratie comme une modalité du pouvoir de la classe dominante. Ce constat doit nous amener à réfléchir à ces catégories (la « gauche », la « droite », l'« extrême-droite ») et à leurs usages.

3. « Gauche », « droite », « extrême-droite »

La gauche est donc attachée à la démocratie et en fait une sorte de fétiche. Nous entendons ici par « gauche » une fraction des classes dirigeantes **qui ne remet pas en cause le capitalisme comme forme socio-économique** – typiquement, le parti socialiste. À ce titre, la gauche est comme le reste du champ politique « bourgeois » attachée à la perpétuation des rapports sociaux capitalistes et donc de ses fondements. La « gauche » veut gérer le capital ; en n'analysant pas le capitalisme en profondeur, elle ne diffère à la limite de la « droite » que dans une volonté de répartir différemment la plus-value : il ne s'agit pas de changer les structures, ni de remettre en cause l'exploitation, le travail, les différentes formes de domination.

La « gauche » non anticapitaliste est donc en fin de compte **antirévolutionnaire** ; le chef socialiste allemand Ebert déclarait ainsi en 1918 « je hais la révolution comme le péché », et dans le même temps il organisait la répression violente de la révolution allemande en collaboration étroite avec les Freikorps (les « corps-francs », groupes militaires autonomes issus de la Première Guerre mondiale, et dont une partie constituera peu après la base des national-socialistes).

Dès lors que la « gauche » n'est pas anticapitaliste, et compte tenu de ce qu'on a dit plus haut sur la porosité entre capitalisme « démocratique » et capitalisme « fasciste », il n'est pas si étonnant de constater une semblable porosité entre les politiciens de « gauche » et le fascisme. Ainsi, le successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la résistance (CNR), Georges Bidault, est un des fondateurs de l'Organisation armée secrète (OAS), groupe nettement fasciste et terroriste favorable au maintien de la colonisation française en Algérie. En célébrant les « acquis sociaux » issus du fameux « programme du CNR » (sans, d'ailleurs, tenir

compte du fait que cette période présentée comme faste et désirable ne l'était, sans doute, que pour une part minime de la population mondiale, et que la « société de consommation » de masse s'est accompagnée d'un délire productiviste qui nous a conduit à la crise climatique), la « gauche » actuelle ne s'interroge pas sur la nature (gaulliste) ou le rôle historique (réorganisation des rapports capitalistes) du CNR. De cet exemple il ne s'agit pas de tirer des conclusions visant à rejeter tout progrès social, mais il permet de mettre en lumière **la compatibilité de la « gauche », de la « droite », et de politiques fascisantes**. Du reste, la période actuelle en montre maints autres exemples.

C'est cette **analyse incomplète du capitalisme** (ce que certains appellent « anticapitalisme tronqué ») qui condamne la « gauche » à l'impuissance face au fascisme et à la fascisation. Le texte de Daniel Guérin l'explique bien, notamment en soulignant que la « gauche », lorsqu'elle prétend s'opposer à l'extrême-droite, le fait sur le terrain de cette dernière ; dans les années 1930, en imitant les pratiques de groupes fascistes : uniformes, défilés, milices, rassemblements de masse, etc. ; aujourd'hui, en mettant carrément en œuvre des pans entiers des programmes de l'extrême-droite (que ce soit sur l'immigration, sur les pouvoirs de la police, en mettant en œuvre un droit d'exception, en renforçant les dispositifs sécuritaires...). De plus, nous dit Guérin, **la « gauche » sous-estime la fascisation**, voire la nie, toujours en raison de sa confiance en la démocratie « libérale » comme barrière au fascisme et comme système produisant « mécaniquement » le progrès social. Il nous semble que c'est également le cas aujourd'hui. Historiquement, cette minimisation du danger autoritaire a conduit la gauche à bien des compromissions et, en fait, à bien des défaites : par exemple, le Front populaire décide en 1936 de ne pas soutenir les antifascistes espagnols dans le cadre de la guerre civile espagnole, au nom de la « paix ». La « gauche » française des années 1930 analysait l'évolution politique comme devant conduire soit au fascisme, soit à la guerre mondiale ; or, nous dit encore Guérin, la décennie s'est achevée par le fascisme et par la guerre...

La « gauche » n'est donc pas une force permettant de s'opposer au fascisme. Mais de plus, dans une certaine mesure, elle le favorise parfois. Comment ? Par sa nature antirévolutionnaire, par son attachement à la perpétuation des rapports sociaux capitalistes. Dès lors que la « gauche » ne vise pas à la transformation des structures socio-économiques profondes, son rôle est de constituer une alternative à la révolution ; c'est ainsi qu'en 1936 (pour reprendre cet exemple), le Front populaire met fin à une vague de grève générale par un mélange de concessions (salaires, congés payés...) et de répression (licenciement de dizaines de milliers de grévistes) ; ce faisant, il met fin à toute dynamique révolutionnaire, ce qui permet pendant les trois années suivantes le renforcement du camp capitaliste autoritaire, par une suite de lois répressives, xénophobes, un accroissement des pouvoirs de la police, des mesures anti-ouvrières et anticommunistes, etc., préparant le terrain à l'implantation finale du fascisme plus ou moins « pur » (Vichy). La « gauche », par son incapacité à mettre en cause les structures du capitalisme, peut ainsi dans une certaine mesure faire le lit du fascisme.

Au demeurant, **ce qu'il faut interroger, ce sont ces catégories : « droite », « gauche », « extrême-droite »,** etc. Les développements actuels montrent d'abord l'extrême porosité de ces catégories : on ne compte plus les transfuges de la « gauche » passés à droite, ou symétriquement les éléments fascistes intégrés aux programmes de la « gauche » (typiquement dans celui du Parti « communiste », mais pas uniquement). Cette porosité est bien entendu encore plus évidente entre la « droite » et l'« extrême-droite », si bien que même le journal *Le Monde* a fini par se résoudre récemment à classer Ciotti à l'« extrême-droite ».

De la même façon, Giorgia Meloni, qui se présentait elle-même comme « néofasciste » il y a peu de temps, est devenue après son accession au pouvoir une figure de la « droite » tout court... En fait, il nous semble que **ces catégories sont toujours produites par le pouvoir et les classes dominantes** (phénomène bien expliqué dans le texte de *l'Oiseau-Tempête*) ; elles visent en fait à déterminer un champ « républicain » acceptable et un champ « non-républicain » qui sert d'épouvantail. L'exemple de Meloni montre en fait que l'on cesse d'appartenir à la catégorie « extrême-droite » dès qu'on accède au pouvoir : cette catégorie n'a pas de définition absolue, mais seulement des contours provisoires, vagues et mouvants, liés à l'exercice ou non du pouvoir.

La notion d'**alibi** est ici utile : l'extrême-droite sert en fait d'alibi (ou de paravent) au reste du champ politique pour mettre en œuvre des politiques fascisantes ; c'est comme si les « républicains » ou les « démocrates » disaient en permanence « cette mesure ne peut pas être d'extrême-droite, puisque je ne suis pas d'extrême-droite », ce qui est un raisonnement absurde. Ce discours s'accompagne d'un autre, proche, disant en substance « le fascisme, c'est les camps d'extermination ; donc, puisque nous ne mettons pas en place des camps d'extermination, nous ne sommes pas fascistes ». Ce point nous semble très important : **l'existence de la catégorie « extrême-droite » permet de dédouaner à bon compte les prétendus « démocrates » alors**

même qu'ils mettent en œuvre des parties du programme de l'extrême-droite.

4. Antifascisme et révolution

Dès lors, il nous semble pertinent de nous interroger au sujet de l'antifascisme. Nous avons vu que les « démocrates », y compris de « gauche », intégraient et mettaient en œuvre des mesures issues du fascisme sans être aucunement une « barrière » contre lui. Dans ces conditions, **pouvons-nous nous opposer aux seuls « fascistes » déclarés ?**

Il nous semble, bien sûr, nécessaire et crucial de le faire. Cependant, une lutte antifasciste qui négligerait le fait essentiel que le fascisme est, comme la démocratie « libérale », un produit de la forme socio-économique capitaliste, contiendrait immédiatement ses propres limites. S'attaquer au fascisme c'est, en somme, s'attaquer au symptôme d'un système social basé sur la domination, l'exploitation, la division et la violence – certes, son symptôme le plus terrible, et contre lequel il est bien entendu vital de se dresser. Mais nous pensons qu'une critique et une lutte « antifascistes » cohérentes exigent de **considérer le problème de façon radicale** (« à la racine »). Défaire le seul fascisme n'est pas suffisant, non seulement parce qu'une lutte ainsi limitée laisserait intact le mode de production capitaliste (voire le renforcerait), mais en outre parce que, les conditions demeurant les mêmes, rien ne s'opposerait à la réémergence d'idées et de mouvements d'extrême-droite. L'histoire, là encore, le montre clairement : la défaite militaire du nazisme, en 1945, a renforcé le capitalisme, et n'a pas empêché la persistance et le renforcement progressif de mouvements d'extrême-droite partout sur la planète (ni même, tout simplement, leur maintien, comme en Espagne ou au Portugal).

Lorsque le général Franco a tenté de prendre le pouvoir en Espagne, en juillet 1936, la réponse des masses a été de nature révolutionnaire : face au fascisme, les gens ont en de nombreux endroits mené une politique révolutionnaire qui ne se limitait pas au seul antifascisme (occupations de terres, contrôle de la production et du commerce, armement de la population, mise en question profonde des rapports de domination à tous les niveaux, etc.). Puis, très vite, dès l'automne 1936, la question a été posée par les organisations en ces termes : antifascisme ou révolution ? Et ces organisations (jusqu'à la CNT/FAI) ont fait le choix de l'antifascisme, disant en substance : « la priorité est la victoire militaire ; la révolution viendra ensuite ». Dès lors, les conquêtes révolutionnaires ont été combattues (extrêmement violemment) ; le résultat en a été non seulement la défaite de la révolution mais aussi la défaite militaire... On ne peut pas savoir si l'approfondissement révolutionnaire en Espagne après 1936 eût permis la défaite du franquisme ; en revanche, **la politique de « défense de la démocratie » et des « alliances » entre le prolétariat et la « petite bourgeoisie progressiste » a entraîné une consolidation du capitalisme et *in fine* la victoire du fascisme.**

Cet exemple (qui n'a pas de valeur universelle) permet de poser cette question centrale des alliances. Puisque, pensons-nous, la démocratie « libérale » ne prémunit nullement du fascisme, la défense de cette démocratie et l'union avec la classe politique qui la défend nous paraissent, au minimum, receler des dangers. Il ne s'agit certes pas d'opter pour une radicalité groupusculaire ; la radicalité n'exclut pas l'hétérogénéité et doit s'accompagner et se nourrir d'un débat permanent, y compris avec des points de divergences. La lutte antifasciste peut chercher les alliances ; l'unité, cependant, se construit dans la lutte, et doit être sans cesse interrogée. La tâche des antifascistes doit être de questionner les ressorts profonds du fascisme, et donc de montrer ses liens avec la démocratie et avec le capitalisme lui-même. **Il ne peut y avoir de lutte antifasciste qui ne soit pas, en même temps et à chaque instant, une lutte anticapitaliste.** Quoi qu'il en soit, toute tendance au « front républicain » nous paraît lourde de menaces.

5. Fascisme et fascisation

Il ressort de tout ce qui vient d'être exposé que, **au-delà du seul fascisme, nous devons lutter contre la fascisation**, entendue comme le mouvement progressif et discret par lequel la domination bourgeoise prend un caractère de plus en plus autoritaire, pouvant éventuellement conduire au fascisme. On le voit bien aujourd'hui : lutter contre Zemmour n'empêche pas Darmanin de mener des politiques autoritaires, xénophobes, de supprimer l'une après l'autre les limites au pouvoir de la police, etc.

Parler de fascisation est, estimons-nous, utile et pertinent ; cependant, cela exige de savoir précisément de quoi on parle. Qu'est-ce qui est concrètement mis en place et qui relève de ce processus de fascisation ? Ce

sont d'abord un certain nombre de **mesures** : répression de plus en plus violente (Gilets jaunes, mouvement contre la réforme des retraites, luttes écologistes, émeutes, etc.) ; autoritarisme ; limitations de la démocratie formelle (limitation du rôle du Parlement et usage d'articles constitutionnels comme le « 49-3 », recours à l'état d'urgence, extensions des mesures de « justice » administrative, interventions de l'exécutif dans le fonctionnement judiciaire, etc.). À ce sujet, le gouvernement actuel ne se distingue au fond guère de ceux qui l'ont précédé, confirmant la nature de processus de longue durée de la fascisation ; en particulier, il est utile de rappeler que c'est bien la « gauche » qui a fait usage de l'état d'urgence de 2015 à 2017, multipliant les mesures de fichage, de répression, d'assignation à résidence, de perquisitions, etc., en dehors de tout cadre « démocratique ». Ces mesures ont ensuite, dans une logique de totale continuité, été inscrites dans le droit commun par les gouvernements Macron : encore une fois, la « démocratie » et le droit ne sont donc pas des « barrières » magiques face à la fascisation. Des dispositions qu'on eût jugé littéralement fascistes il y a quelques décennies sont désormais tout à fait légales (enfermement administratif des étrangers, fichage politique de masse, pouvoirs répressifs administratifs, etc.).

Mais la fascisation c'est aussi, par des glissements discursifs incessants, **la diffusion des idéologies d'extrême-droite à des pans de plus en plus importants du champ politique**. On peut à nouveau se référer à l'analyse de Daniel Guérin, qui montrait qu'en menant la « lutte » contre l'extrême-droite sur le terrain de celle-ci, la « gauche » non seulement se condamnait à l'impuissance mais en outre faisait dans une certaine mesure le lit du fascisme. L'exemple abject du discours toujours plus xénophobe et autoritaire d'un Fabien Roussel (appel à « renforcer les frontières », le 27 août 2023 ; appel à renforcer les pouvoirs de la police en 2021 ; défense de la « valeur travail » face à la « valeur paresse » en 2022 ; etc.) montre qu'on ne saurait combattre l'extrême-droite avec les outils et les discours de l'extrême-droite : tout ce que ce comportement apporte, c'est en dernière analyse une fascisation générale du discours politique. D'ailleurs, presque toute la « gauche » (à part la France insoumise) s'est rendue, comme la droite et l'extrême-droite, en soutien à une manifestations illégale de policiers devant l'Assemblée en 2021, à l'appel des pseudo-syndicats de policiers fascistes. Être antifasciste, nous semble-t-il, implique au contraire de mettre en cause ces discours, y compris quand ils sont portés par des groupes de « gauche » : nationalisme (« produire français »), autoritarisme (« soutien aux forces de l'ordre »), aménagements plus ou moins cosmétiques du capitalisme, etc.

Ces mesures et cette diffusion idéologique produisent des effets immédiats en termes de fascisme « pur » : on assiste ainsi à **la multiplication des groupes ouvertement fascistes** et de leurs actions souvent violentes. Cette activité milicienne, classique de l'extrême-droite fasciste, est permise et renforcée par la fascisation ; la combattre pied à pied (« dans la rue ») est une tâche nécessaire mais non suffisante. Ce renforcement des milices fascistes est conforté par la diffusion idéologique évoquée plus haut : le traitement politico-médiatique de l'agression fasciste du maire de Saint-Brévin-les-Pins a été d'une nature toute autre que celui de l'attaque du domicile du maire de la Haye-les-Roses pendant les émeutes récentes ; le second a joui d'un large soutien de sa classe, quand le premier n'a nullement été soutenu et a été contraint (par les fascistes) à la démission. L'État, en tant qu'appareil de la domination de la bourgeoisie, se montre complaisant et tolérant vis-à-vis des groupes fascistes, sans percevoir (ou, peut-être, en percevant) qu'il crée ainsi les conditions d'un éventuel « glissement » vers le fascisme.

Cette fascisation de la vie politique s'effectue donc à tous les niveaux en même temps : mesures autoritaires « démocratiques », diffusion idéologique large, renforcement de l'activité des groupes fascistes revendiqués. En disant cela, nous n'affirmons pas, bien sûr, que Macron est un fasciste, ou que nous vivons actuellement dans un régime fasciste. Nous insistons cependant sur le phénomène de la fascisation qui nous paraît non seulement lourd de menaces pour l'avenir mais en outre accentuer ici et maintenant, de façon terrible, la domination bourgeoise. Encore une fois, il n'y a pas dans l'histoire de fascisme sans fascisation préalable. La police de Vichy est – sans discontinuité – la police républicaine des années 1930, courtisée et flattée par toute la classe politique, encouragée à laisser libre cours à sa violence, entraînée depuis dix ans à la chasse aux étrangers, aux « indésirables », aux opposants politiques, etc.

Un dernier point est à souligner ici : **le fascisme a besoin, pour gravir la dernière marche du pouvoir, du soutien formel de tout ou partie de la classe capitaliste**. Le soutien de la famille Agnelli (Fiat) a été déterminant pour l'accession de Mussolini au pouvoir ; celui des industriels, des banquiers, des propriétaires fonciers, pour celle d'Hitler ; et quand le grand patronat français s'exclame à la fin des années 1930 « plutôt Hitler que le Front populaire ! », il met en lumière la parfaite compatibilité du fascisme et du capitalisme. À cet égard, la période actuelle doit nous inciter à la vigilance : plusieurs grands patrons industriels ont ainsi affirmé

leur soutien politique (et financier) à des options plus ou moins fascistes (Bolloré, Lagardère...). La mainmise de plus en plus totale des grands capitalistes réactionnaires sur la presse et l'édition est une source d'inquiétude profonde. Et, pendant le mouvement social contre la réforme des retraites – alors que la répression battait son plein – le président du Medef, l'aristocrate Roux de Bézieux, a affirmé à la télévision que « Marine le Pen est un risque nécessaire, car sinon l'alternative c'est ne rien faire ». Il ne faut, sans doute, pas sur-interpréter ces déclarations et ces prises de positions ; elles ne sont, du reste, que celles d'une partie seulement du grand capital. Cependant, le fascisme est, en dernière analyse, le produit d'un choix effectué par les capitalistes, ce qui doit nous alerter. D'ailleurs, le discours de Roux de Bézieux peut aussi être interprété au prisme de l'« alibi » : le reste des capitalistes peut ainsi légitimer la fascisation (Macron) tout en affirmant vertueusement s'opposer à l'extrême-droite. Rappelons que le fascisme se définit par un opportunisme permanent.

Il nous semble que, à ne regarder que le seul fascisme « pur » ou « déclaré », on cède à une forme d'idéalisme philosophique, faisant des Idées la matrice de la réalité ; or, nous pensons qu'il faut regarder le réel et baser sur lui nos analyses. Il y a certes les idées fascistes, qui s'appliquent ou ne s'appliquent pas selon les périodes et les circonstances ; mais il y a aussi les pratiques réelles, et ce que nous observons dans la période actuelle c'est une fascisation générale et à tous les niveaux. S'il advenait, le fascisme (ou ce qui en tiendrait lieu) serait le produit de cette fascisation, de l'activité de groupes nettement fascistes, et du soutien d'une partie importante des capitalistes. Dès lors, un antifascisme qui se limiterait à la seule lutte contre le fascisme « pur » nous semble passer à côté de l'essentiel : la lutte contre les conditions nécessaires du fascisme, c'est-à-dire la forme socio-économique capitaliste. **Il nous appartient d'identifier, de dénoncer, et de lutter contre les formes que prend cette fascisation, au niveau de l'État et dans toute la société.**

Conclusion

Ainsi, le fascisme se présente comme un mode de gestion du capitalisme, et non pas comme un régime soi-disant anticapitaliste ; l'idéologie fasciste est une idéologie bourgeoise exacerbée, et consiste essentiellement à renforcer les rapports de domination et d'exploitation de la société actuelle. Le fascisme n'est pas non plus, nous semble-t-il, contradictoire avec la démocratie parlementaire ; au contraire, il semble exister une continuité entre les deux formes ; pire, la démocratie vue comme « rempart » au fascisme apparaît comme une illusion. Au sein de ces rapports démocratiques bourgeois, les catégories « gauche », « droite » et « extrême-droite » sont toujours produites par la classe dominante, sont poreuses, et surtout servent en quelque sorte de diversion, permettant aux groupes non ouvertement d'extrême-droite de mettre en œuvre des politiques d'extrême-droite. Dès lors, nous pensons que les rapports entre antifascisme et révolution sont à questionner : si capitalisme, démocratie et fascisme ont ainsi partie liée, toute critique du fascisme ne peut faire l'économie d'une critique en profondeur de la démocratie comme du capitalisme. Enfin, dans la mesure où le fascisme « pur » est précédé de processus de « fascisation », nous pensons que lutter contre le fascisme implique de lutter également contre cette fascisation sous toutes les formes qu'elle prend (mesures gouvernementales, diffusion idéologique, activité fasciste revendiquée).

Cette question de la fascisation doit nous amener à observer et analyser le monde avec attention. Les politiques néolibérales menées depuis des décennies par l'État (que les gouvernements soient de « droite » ou de « gauche ») ; l'expulsion de masses de plus en plus grandes de la population du monde du travail, sans possibilité de réintégration ; les désastres écologiques et climatiques mondiaux générés par le capitalisme ; la répression brutale, partout où le capitalisme est attaqué, en vue de rétablir l'ordre bourgeois, quel que soit le régime en place (démocratie ou régime autoritaire) ; le racisme institutionnalisé, la menace permanente sur la vie des racisés.e.s, leur désignation comme bouc-émissaires ; la mise en place, notamment en France, de lois liberticides et sécuritaires, l'affranchissement vis-à-vis du droit bourgeois lui-même, les pouvoirs grandissants confiés à l'institution policière ; etc. : tout ceci sont des marqueurs de cette fascisation, définie comme un « processus larvé et progressif de transformation de la démocratie parlementaire en direction du fascisme » (Bouamama).

Dès lors, comment définir un antifascisme qui lutterait efficacement contre le fascisme en tenant compte des

liens qui unissent fascisme et fascisation, fascisme et démocratie, fascisme et capitalisme ? Comment établir des alliances avec des forces politiques démocratique, alors que la démocratie parlementaire ne nous protège pas du fascisme, bien au contraire ? Nous pensons que l'antifascisme ne peut être qu'anticapitaliste : dire cela, c'est vouloir analyser le capitalisme, en faire la critique, et mener la lutte contre lui de façon radicale, c'est-à-dire en allant chercher les fondements profonds du capitalisme (qui sont les mêmes que ceux du fascisme) : le travail et l'exploitation ; la valeur et la marchandise ; la domination sous toutes ses formes.

Ceci étant dit, nous ne voulons pas ici établir un dogme et encore moins un « programme ». Les thèmes abordés ici sont destinés à alimenter des débats et des réflexions. D'ailleurs, il nous reste une foule de questions que nous avons brièvement abordées sans parvenir à en tirer de conclusions claires. Parmi elles et pêle-mêle, mentionnons la question des alliances et de la possibilité de luttes « unitaires » ; la question du nationalisme de gauche et du souverainisme, et les implications de ces tendances dans les luttes ; le rôle du caractère international du capitalisme et du (néo-) colonialisme dans le nationalisme, la xénophobie, la militarisation, etc. ; ou encore les rapports qu'entretiennent l'État et le capitalisme...